

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA SITUATION EN LIBYE, À PARIS LE 27 SEPTEMBRE 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames, Messieurs,

Je tenais à recevoir personnellement le Premier ministre de Libye, monsieur SARRAJ, en présence du ministre des Affaires étrangères et avant même qu'il ne puisse avoir d'autres contacts avec des membres du Gouvernement français et notamment monsieur LE DRIAN.

Je voulais le recevoir pour lui dire tout le soutien que la France apporte à son Gouvernement & tout le soutien à l'effort de reconstruction et de réconciliation & tout le soutien pour la lutte contre le terrorisme.

Nous avons en Libye une situation que chacun connaît et qui est lourde de grands dangers. Danger d'abord sur la sécurité, pour la sécurité des Libyens. Danger par rapport au terrorisme qui a pu, à un moment et encore aujourd'hui, s'y installer, même s'il est en recul. Danger par rapport à des trafics de toutes sortes. Danger également par rapport aux migrations qu'un certain nombre de groupes entretiennent, pour financer, par ailleurs, leur activité, qui peut être criminelle, voire terroriste.

Donc, l'intérêt de la communauté internationale, c'est d'avoir une Libye stable et sûre, d'où le soutien très important que nous devons apporter au Gouvernement d'union nationale pour la réconciliation. C'est d'ailleurs ce qu'a engagé le Premier ministre SARRAJ. Il va prendre des initiatives, conformément d'ailleurs aux accords qui avaient été signés au Maroc il y a près d'un an et conformément à la résolution du Conseil de sécurité. Nous lui faisons confiance pour qu'il puisse élargir son Gouvernement et intégrer toutes les parties prenantes. J'espère que la confiance lui sera aussi apportée par le Parlement.

Nous devons également lutter contre le terrorisme et je veux saluer le courage des combattants libyens, qui, en ce moment même, libèrent la ville de Syrte de l'emprise de Daech. Là aussi, c'est le rassemblement des Libyens, sous l'autorité du Gouvernement, qui permettra d'avoir ce succès contre le terrorisme, qui est l'intérêt de la Libye, mais qui est aussi l'intérêt du monde. Nous ne devons en aucune façon laisser penser que nous en avons terminé. Même si Syrte était intégralement reprise, il y a encore des groupes terroristes qui sont présents en Libye et qui doivent être pourchassés et neutralisés. La France apportera tout son concours au Gouvernement d'entente nationale, pour qu'il y ait ces actions menées contre le terrorisme. Nous coopérerons autant qu'il sera nécessaire.

Nous avons aussi conscience que la Libye est dotée d'importantes ressources pétrolières et gazières et que ces ressources doivent être, là encore, contrôlées par le Gouvernement, par l'Etat, de façon à ce que ces ressources et ces recettes puissent bénéficier à l'ensemble de la population et permettre aussi la construction de l'Etat et des structures indispensables pour prodiguer une solidarité et un développement pour le peuple libyen.

Enfin, nous ne ménagerons aucun effort pour soutenir la Libye, c'est ce que fait le ministre des Affaires étrangères constamment, avec l'envoyé spécial des Nations unies et avec le groupe d'Etats qui est impliqué à ses côtés. La France en fait partie, parce que la France est consciente de ce qu'elle doit faire pour la Libye.

Nous ne pouvons pas donner à la Libye l'exemple de la Syrie. Ce qui se passe en Syrie et notamment à Alep, c'est un massacre. La communauté internationale ne peut pas rester silencieuse. Elle ne l'est pas restée, pour une grande partie des Etats présents au Conseil de sécurité. Mais nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait des bombardements. Nous ne pouvons pas accepter que des populations civiles soient sacrifiées, martyrisées. Nous ne pouvons pas accepter que des enfants puissent être victimes de ce qui se fait aujourd'hui par le régime et ses soutiens. C'est pour ça qu'il est très important d'agir, agir toujours quand il en est temps. En Libye, nous faisons en sorte d'agir.

En Syrie, nous ferons tout ce qu'il est possible de faire pour que le Conseil de sécurité puisse être de nouveau saisi et prendre une résolution qui arrête cette escalade de violence, dont le régime et ses soutiens sont les seuls responsables.